



CTSD du 31 janvier 2019

Déclaration liminaire de la FSU95 et de ses syndicats

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

En ce dernier jour de janvier, la FSU adresse tous ses vœux pour la nouvelle année. Hélas la nouvelle année ne semble que calendaire, le président, le gouvernement, les ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur continuant ostensiblement à mener leur politique de classe – la classe la plus favorisée – en réaffirmant la volonté de détruire les services publics, notamment le service public d'éducation.

La FSU se risque tout de même à vous souhaiter également une bonne santé ! La mise en place de la journée de carence depuis un an, sans aucun geste de l'État employeur en direction de ses agents laissant présager une difficulté accrue pour se soigner correctement. Avec ce gouvernement il faut être riche, actionnaire et en bonne santé pour être considéré.

A l'issu des élections professionnelles pourtant marqué par de nombreux dysfonctionnement dus au mépris gouvernemental pour les personnels et pour les organisations syndicales et à l'absurdité d'en confier l'organisation à une entreprise privée qui s'est avérée incapable, comme nous l'avions prévu, de mener correctement sa mission, la FSU et ses syndicats sont arrivé largement en tête. Cela prouve que la majorité des personnels nous fait confiance, preuve que notre opposition aux réformes visant à détruire les services publics est juste, que nos collègues voient bien en quoi ces réformes ne sont pas acceptables. La FSU et ses syndicats sont confortés dans leur volonté de mobiliser les personnels dans la défense des services publics, outil indispensable au maintien de liens sociaux permettant de réguler la vie en société.

Des milliers de personnes ont défilé jeudi 24 janvier à Paris et près du tiers des personnels étaient en grève..., Concernant un mouvement touchant avant tout le second degré, c'est un réel succès sachant que la paupérisation des personnels de l'éducation nationale fait hésiter nombre de collègues à user du droit de grève tout en soutenant les revendications portées.

Le rejet des réformes Blanquer et Vidal est flagrant, leur néolibéralisme sous-jacent et destructeur de liens sociaux est massivement refusé. Les classes moyennes et populaires n'en peuvent plus de ces volontés de le renvoyer à un niveau d'aliénation et de soumission digne des pires moments du XIXe siècle.

Le ministre de l'Éducation nationale comme sa collègue de l'enseignement supérieur poursuivent leur campagne de propagande dans les médias et sur les réseaux en montrant un insupportable mépris pour les personnels et pour les élèves et étudiants. Leur discours ne s'adresse qu'aux personnes non concernées, les autres vivants en quotidien à quel point cette propagande est grossièrement mensongère. De la même façon, après les grossières manipulations anti syndicales, le pouvoir a tenter de lâcher ses nerfs contre la haute fonction publique accusée de retarder les réformes. La persistance des mouvements sociaux montre que les classes moyennes et populaires ne sont pas dupes de ces manœuvres ouvertement réactionnaires.

Le mépris dont le ministre Blanquer fait étalage est ressenti comme insultant par de nombreux collègues, le mal-être au travail, la façon dont nous sommes empêchés de bien faire notre travail notamment en direction des élèves les plus fragiles est devenu insupportable. Et ce n'est pas notre médecine de prévention qui va nous sauver, elle est dans un état délétère !

La préparation de la rentrée qui fait l'objet de ce CTSD nous donne malheureusement raison. Contrairement à ce qui est annoncé, le Val-d'Oise va se voir privé de moyens. Monsieur le Directeur académique vous voudriez nous faire croire que nous allons disposer de 66 ETP (équivalents temps plein) supplémentaires ! Or ceux-ci correspondant surtout à une hausse de la dotation en heures supplémentaires, il s'agit en réalité d'une baisse des moyens surtout si l'on tient compte de la rémunération de ces heures. L'annonce de la désocialisation de ces heures n'est pas tant un cadeau fiscal qu'une attaque délibérée contre notre système de protection sociale qui se trouve ainsi appauvrit !

Autre problème majeur, la DSDEN du Val-d'Oise semble devenir de plus en plus adepte de la transparence dans l'opacité ! Concernant les DG (dotations globales) vous ne nous fournissez aucune donnée permettant de mettre en place de comparaison avec l'année précédente au prétexte que la réforme du lycée ne permettra pas de ces comparaisons. En effet, la rétention d'informations concernant l'application des réformes du lycée, dans les lycées, de la part de nos chefs d'établissement rend difficile toute projection réelle ! Premièrement, Les collègues qui perdront leurs postes seront heureux de cette absence de considération, deuxièmement l'argument est de l'ordre du fallacieux verbiage gouvernemental concernant les collègues !

Lors du prochain CTSD nous serons confrontés à la macabre étude des suppressions de poste !

Concernant les collèges, les effectifs prévisionnels sont de nouveau en hausse importante avec 1592 élèves en plus, l'équivalent de trois collèges de 530 ! Et ce n'est pas le 111^e collège à Cormeilles-en-Parisis qui va soulager cette évolution.

La méthode de calcul pour attribuer les dotations globales paramètre de nouveau tous les collèges du département à 30 par classe. C'est bien l'abondement de la marge qui permettrait de construire des divisions à 26 sur les typologies 1 et 2 et à 28 sur la typologie 3. Pour 61 collèges du département, on charge les classes, les élèves essayeront de survivre !!! C'est assez contradictoire quand on dédouble les CP et CE1. Les effectifs réduits auraient donc un effet dans certaines classes mais ne serviraient à rien par la suite !

Quant à certaines situations, elles nous paraissent ubuesques. Comment réduire les dotations globales de nombreux collèges alors que leur effectif au pire baisse légèrement ou stagne ? Certains gagnent même des élèves ! Et bien, cela ne vous pose aucun problème. Vous appliquez votre règle de calcul sans considération pour le travail mené par les équipes dans les établissements. Et l'imposition des HSA dans des taux jamais connus dans le département depuis des années nous paraît un signal très inquiétant.

Concernant les lycées nous pouvons remarquer que les effectifs prévisionnels augmentent de 0.97% alors que la DG augmente de 0,239 %, les chiffres semblent faibles, mais cela signifie que les besoins ont augmenté 4,06 fois plus vite que les moyens ! Les heures postes ont, elles, baissé de 0,5 %. Notre département perd bien des moyens en termes de postes !

Le taux d'HS augmente de 0.54 point soit de 4.4%. Ce sont bien à des pertes de postes que nous serons confrontés. Sur le département, la charge de travail va donc s'accroître pour les personnels au moment où la journée de carence risque de faire des ravages ! Le CHSCTsD 95 ne manquera pas de travail !

Lors de ce CTSD nous reviendrons sur les cas d'établissement les plus problématiques. Mais nous citerons dès maintenant le cas exemplaire du lycée Mendès-France de Villiers-le-Bel qui atteint un taux d'HS de 14,89 % en progression de 1point, soit une progression plus rapide que la progression de la moyenne départementale et qui dépasse au final de 2 points cette moyenne. Et que dire du LPO La Tourelle qui atteint 17,88 % d'HS, record du département et en hausse de plus de 4,3 points ! Et que dire du lycée Braque d'Argenteuil qui gagne 87 élèves et seulement 2 HP, les HS augmentant elle de 16 % ? Nos collègues et leurs élèves ont de bonnes raisons de se sentir méprisés !

Quant à la réforme du lycée professionnel, elle sabre les horaires d'enseignement général, la dévalorisant encore un peu plus par rapport aux autres voies de formation du lycée, faisant perdre aux bacheliers professionnels l'équivalent de 7 semaines de cours, et 4 semaines pour les CAP. Cela démontre une fois encore le caractère idéologique et budgétaire des réformes en cours, et le peu de cas que l'on fait de la formation générale et citoyenne des jeunes des classes populaires, sur-représentés dans la voie professionnelle et à qui l'on barre de fait l'accès aux études supérieures tout en les poussant vers l'apprentissage. Nous souhaiterions savoir comment sera financés la co-intervention en CAP et BAC, attendu que la dotation horaire professeur est égale au double du volume horaire élève. Nous demandons que le chef d'œuvre en CAP donne droit à des dédoublements financés dans la DGH sans conditions de seuil. Cette question peut également se poser d'une manière plus aiguë encore lorsque deux divisions de CAP de deux spécialités différentes sont regroupées sur les enseignements généraux. La DSDEN finance-t-elle dans ce cas les deux situations de co-intervention ou bien les établissements doivent-ils prendre sur leur maigre marge ?

L'objectif est-il d'accroître la souffrance au travail ? Sachant qu'il ne s'agit là que de temps présentiel face aux élèves ! L'augmentation de la charge de travail sera bien plus forte !

Monsieur le directeur académique vous anticipez avec beaucoup de célérité et de zèle le risque de détérioration de nos conditions de travail si le ministre persiste à vouloir nous obliger effectivement à devoir subir une deuxième HSA sans pouvoir la refuser ! Jusqu'à preuve du contraire il n'y a pas encore aucun de texte réglementaire à ce sujet !

L'ensemble de cette DG prouve que l'objectif des réformes Blanquer est bien de réaliser des économies budgétaires de court terme. Cette politique ne fera qu'aggraver nos conditions de travail, de dégrader les conditions d'apprentissage de nos élèves, mais aussi de générer des tensions de plus en plus fortes dans les EPLE entre les personnels, entre les équipes et la direction, et surtout entre les équipes elle mêmes : diviser pour mieux régner, opposer les équipes pour tenter d'empêcher les légitimes colères des personnels, bref d'empêcher le service public d'éducation nationale de fonctionner ! On ne construit pas une politique éducative contre les enseignants ! Monsieur le directeur académique êtes-vous réellement conscient du niveau de malaise dans les lycées du département ?

Monsieur le directeur académique, la FSU 95 et ses syndicats vous demande d'informer votre hiérarchie de l'état délétère dans lequel les politiques néolibérales plongent le pays en général et l'éducation nationale en particulier notamment dans notre département.

- La FSU 95 et ses syndicats appellent tous les collègues à se mobiliser contre cette mascarade de DG et d'imposition de politiques éducatives réactionnaires favorisant le déterminisme social et le mal-être au travail.
- La FSU95 et ses syndicats appellent les personnels à se mobiliser notamment le 5 février 2019 afin de contraindre, en l'absence de dialogue social, ce gouvernement à nettement infléchir sa politique de casse sociale.,
- La FSU95 et ses syndicats apportent tout leur soutien à la mobilisation AESH du 6 février et appellent les personnels à se mobiliser. Les conditions de travail des AESH, leur statut et leur rémunération sont indignes et montrent l'absence de considération que le gouvernement leur porte ainsi qu'aux élèves qu'ils accompagnent.

Pour conclure, la FSU95 remercie les personnels des services qui ont permis à cette instance de se tenir. Nous savons que nos collègues des services subissent eux aussi ces politiques d'attaques systématiques des services publics. Qu'ils soient assurés que nous savons bien qu'ils n'ont aucune responsabilité dans ce qui se met en place et qu'ils ont bien entendu tous notre soutien dans leur résistance au rouleau compresseur gouvernemental et à son mépris.

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.